M. Hanotaux rentrera ce soir à son domicile personnel. les appartements du quai d'Orsay étant provisoirement affectés au logement du nouveau président de la République.

D'innombrables dépêches ont porté aux autorités, aux journaux de province et même à de très nombreux particuliers la nouvelle impatiemment attendue.

La république ne s'est pas fait attendre et à cette heure, une foule de télégrammes de félicitations sont déjà arrivés à l'adresse de M. Casimir-Périer.

DERNIÈRES NOUVELLES

Les noms de ceux qui n'ont pas répondu à l'appel de leur nom

Paris, 27 juin. — Voici les noms des membres du Congrès qui n'ont pas répondu à l'appel de leur nom : MM. de la Berge, Delacretelle, Lavertujon, Legoux, Longpré, Lelièvre, comte d'Osmon, Paul Gérou, Pedebidou, Rey, Ach. Screpel, sénateur de Roubaix, Sebline, Trannoy, Delaville, Gouthier, Voisin, Lavergnière, Bascou, Brunel, Casabianca, Jauney, Cordier, Devray, Dietz, Monin, Gerville-Réache, Kieffer, De Kergariou, en tout 24.

Il y a en outre trois sièges vacants à la Chambre et au Sénat.

Un manifeste des députés socialistes

Paris, 27 juin. — Le groupe socialiste de la Chambre, réuni à l'issue de la séance de l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité le manifeste suivant :

« Citoyens. Un Parlement livré aux ralliés, au centre bourgeois à la caducité sénatoriale, à toutes les influences corruptrices du capital, vient d'élever à la présidence de la République Casimir-Périer d'Anzin, l'homme de la réaction orléaniste. Jusqu'au bout, les élus socialistes ont fait leur devoir envers la République, envers les travailleurs.

» Précisément parce que nous sommes des hommes de principe, nous sommes des hommes de lutte et d'action; nous n'avons voulu ni nous abstenir ni perdre nos voix sur un des noms. Nous avons voté contre Périer et contre Dupuy, pour des hommes qui ne représente pas nos idées, mais qui ne veulent pas gouverner systématiquement avec la droite, avec le cléricalisme, avec l'argent par la coalition des cléricaux, des ralliés et des capitalistes du centre.

» La République de même a été mise en échec et en péril. Aussi c'est aux cris : « A bas la réaction ! » qu'en votre nom nous avons accueilli la proclamation de ce vote scandaleux.

» A une présidence de combat contre les idées et les hommes de la République, le pape répondra par l'affirmation de sa foi républicaine, les travailleurs répondront par l'affirmation de leur foi socialiste.

» A bas la réaction !

» Vive la République sociale ! »

Ont signé : Basly, Baudin, Calvinhac, Carnaud, Thierry-Cazes, Carpentier, Compayré, Couturier, Guesde, Jaurès, Jourde, Millerand, Rouanet, Salis, Thivrier, Pierre Vaux, Vaillant.

L'opinion des journaux sur l'élection de M. Casimir-Périer

Paris, 27 juin. — M. Magnard dans le *Figaro*, dit :

« Il est probable que, contrairement à l'opinion répandue, M. Casimir-Périer gouvernera franchement avec les républicains, de façon même à chagriner parfois les conservateurs qui comptaient trop sur lui.

Le *Soir* : « Plus que personne autre, celui qu'on a bénévolement ou méchamment qualifié de candidat de la bourgeoisie ou de l'aristocratie, aura à cœur de marcher en avant dans la voie des réformes démocratiques. Il sera d'autant moins gêné de le faire qu'il ne sera pas suspect de faiblesse et qu'on craindra moins le désordre. »

L'impression en France et à l'étranger

Paris, 27 juin. — Ce soir comme cette après-midi, le calme le plus absolu a continué de régner. On ne signale aucun incident dans les départements.

On se félicite du résultat du congrès au point de vue des relations extérieures, à cause du nom du nouveau président.

A Berlin et à Rome, l'impression est bonne; on compte sur l'énergie du nouveau président.

M. Casimir-Périer à l'Elysée

Paris, 27 juin. — Ce soir, à 9 heures, M. Casimir-Périer s'est rendu à l'Elysée où il a visité la chapelle ardente dans laquelle est placé le cercueil de M. Carnot.

Il a été reçu ensuite par Mme Carnot à qui il a présenté ses condoléances.

La démission du ministère Dupuy

Paris, 10 h. 30. — M. Ch. Dupuy, président du Conseil, a remis, ce soir, au nouveau président de la République, la démission du cabinet : cette démission sera annoncée par une note que publiera demain le *Journal officiel*; les ministres resteront chargés de l'expédition des affaires courantes; ils se réuniront en conseil, demain matin, pour régler les détails se rattachant aux funérailles de M. Carnot.

Paris, 27 juin. — M. Ch. Dupuy a remis à M. Périer les pouvoirs qui il détenait comme chef intérimaire du pouvoir exécutif.

Deux zouaves français et italiens, près de Paris. — Trois Italiens jetés à l'eau.

Paris, 27 juin. — A la dernière heure, on nous annonce qu'à Bretigny, banlieue de Paris, à la suite d'une rixe entre ouvriers français et italiens, trois de ces derniers auraient été jetés à l'eau où deux d'entr'eux se seraient noyés.

Nous ne donnons cette nouvelle que sous toutes réserves.

L'IMPRESSION EN PROVINCE

Dijon, 27 juin. — De nombreuses couronnes partent de Dijon pour le président Carnot.

On a pu ce matin aux troupes un ordre de prendre le deuil dans toute l'armée pendant un mois.

La marie vient de lancer une proclamation, lue par le tambour de ville, recommandant le calme. Elle a été écoutée tête nue par les citoyens.

Chalons-sur-Marne, 27 juin. — L'anarchiste Pié a été arrêté étant en traitement à l'Hôtel-Dieu, pour avoir tenu ces propos d'une extrême gravité :

» Carnot est une crapule, on le fera sauter pendant son voyage à Lyon, et si on ne réussit pas, on le poisnardera. En tous cas, c'est son dernier voyage ! »

AUTOUR DU CONGRÈS

A PARIS

Les mesures d'ordre

Paris, 27 juin. — Le temps est superbe. Ce n'est pas seulement au point de vue parlementaire que la journée sera chande.

Des ordres très sévères ont été donnés en vue d'assurer le respect des décisions du Congrès et de prévenir tout désordre.

Les mesures militaires prises par le général Saussier sont à peu près identiques à celles qui avaient été prescrites lors du Congrès de 1887. Toutes les troupes sont consignées dans les casernes et dans les forts environnant Paris. Des piquets d'infanterie en tenue de campagne et des pelotons de cavalerie sont tenus prêts à marcher au premier signal.

Les voies principales de la capitale ont été sablées à l'avance pour faciliter au besoin les évolutions de la cavalerie. Des détachements du génie surveillent militairement la ligne du chemin de fer de Paris à Versailles. Toute la police est sur pied, ainsi que la garde républicaine à pied et à cheval.

Aux abords et dans l'intérieur des gares St-Lazare et Montparnasse, le service d'ordre est assuré par de nombreux agents en tenue et en bourgeois. La gare Montparnasse est, en outre, occupée par une compagnie d'infanterie; dès ce matin, sept heures, ces gares présentent une animation particulière. Beaucoup de députés et de sénateurs n'avaient pas voulu attendre le train officiel pour se rendre à Versailles. On remarquait, en outre, de nombreuses personnalités politiques, les représentants de la presse de Paris, de province et de l'étranger et quantité de curieux. Aussi les trains sont bondés.

A la gare Montparnasse

A 9 h. 35 part l'équipe de typographes du *Journal Officiel*; à 11 h. 25, c'est M. Thivrier en blouse qui monte dans un compartiment de deuxième classe d'un train ordinaire. Le même train emporte une partie du bureau du conseil municipal.

Le train parlementaire part exactement à 11 h. 55. Il est composé de dix-huit voitures de première classe et de deux de seconde classe. Il emporte environ 150 membres du Congrès, parmi lesquels Mgr d'Hulst, MM. l'abbé Lemire, Méline, Cochery, etc.

A la gare Saint-Lazare

L'immense salle des Pas Perdus est remplie de groupes nombreux, discutant avec animation des probabilités de la journée. M. Lépine, en personne, dirige le service d'ordre. A 11 heures 30, le train parlementaire, absolument plein de sénateurs et de députés, se met en marche. Il est suivi à dix minutes d'intervalle par un second train où sont montés les ministres et le préfet de police.

Enfin, à midi 30, un train complémentaire emmène les retardataires ; pas plus ici qu'à la gare Montparnasse, il ne s'est produit d'incident valant la peine d'être signalé.

A VERSAILLES

Au fameux *Hôtel des Réservoirs*, le coup de feu de midi est indicible. Des tables ont été dressées, même dans les couloirs, et on les enlève d'assaut. Les retardataires ont dû attendre dans les salons que des places fussent libres.

Dans les rues de Versailles, l'affluence a été considérable dès le matin; mais, à partir de 10 heures, toute la ville est sur pied et se porte vers les gares et les salles où doivent se tenir les réunions préparatoires annoncées.

Un grand nombre de personnages politiques arrivent successivement par les différents trains.

A onze heures, un mouvement se produit dans la rue Gambetta où se trouve la salle du Congrès. Ce sont les agents qui dégagent les abords de la salle et barrent ensuite la rue Gambetta, qui reste absolument interdite aux voitures, même à celles des députés et des sénateurs.

Dans les autres rues des cordons d'agents sont également placés et les stationnements sont interdits rigoureusement.

Quant à la gare où devait arriver le train parlementaire, elle était gardée par un détachement du 5e régiment du génie.

A l'approche de l'heure du Congres, dans les cafés, bondés de monde, on fait des pronostics sur l'élection du futur président, on établit un *betting*, mais les avis sont très partagés.

Enfin, les députés et sénateurs se pressent rue Gambetta, à la porte de la salle du Congrès. L'heure de la réunion de l'assemblée vient de sonner.

Arrivée de M. Casimir-Périer

A trois heures cinq, un landau attelé de deux chevaux arrive par la rue Gambetta. Dans ce landau se trouve M. Casimir-Périer, accompagné de M. Lafargue, son chef de cabinet.

La foule, qui reconnait le président de la Chambre, se précipite au-devant du landau et salue en silence. Deux légers coups de sifflet se font entendre.

Commissaire de police et agents accourent pour permettre à M. Casimir Périer de descendre. Le président de la Chambre répond aux saluts d'abord d'un signe de main, puis salue à son tour à différentes reprises.

Aussitôt après l'arrivée de M. Casimir Périer, les agents font dégager la chaussée. Des factionnaires, placés de dix en dix pas, forcent les curieux à rester sur les trottoirs.

Le nouveau Président quitte le Palais de Versailles

A 6 heures 10, M. Casimir-Périer est sorti du Palais, escorté de tous les ministres, précédé des huissiers, au milieu d'une haie de soldats. Des cris de Vive la France! Vive la République ! Vive Casimir-Périer ! ont accueilli le président.

M. Casimir-Périer accompagné de M. Dupuy est monté dans un landau découvert, escorté de dragons. La foule massée aux abords du Chatelet lui a fait une chaleureuse ovation.

De Versailles à Paris

La voiture a suivi l'itinéraire suivant : Route de Sèvres jusqu'au pont de Sèvres, de là, la voiture s'est rendue, par la route circulaire, à travers le Bois de Boulogne jusqu'à l'avenue du Bois où elle a suivi jusqu'à l'Arc de Triomphe de l'Etoile.

L'arrivée aux affaires étrangères

Paris, 27 juin. — A 6 heures 1/2, un escadron de gardes républicains se range devant le quai d'Orsay. Dans la cour est rangé également un bataillon d'infanterie. Le service d'ordre est assuré par la police. Foule assez considérable.

A 7 heures 50, l'escorte débouche du pont de la Concorde. On crie : Vive la République ! Vive le président ! Vive Casimir-Périer. M. Périer est avec M. Dupuy. Ils sont mis de poussière. Les ministres qui suivent sont dans le même état.

La troupe présente les armes. Les tambours battent et les clairons sonnent aux champs. La musique joue la *Marseillaise*. Un drapeau est hissé au balcon du ministère et le général Borius entouré de la maison militaire descend l'escalier et vient recevoir le président à sa descente de voiture.

Un incident

Paris, 27 juin. — Au moment où les membres de l'Assemblée nationale quittaient la salle des séances, un incident s'est produit. Un jeune homme en qui les spectateurs ont reconnaitre le secrétaire particulier du préfet de police a été violemment entraîné par les huissiers et gardé à la questure.

Ce fonctionnaire, paraît-il, était intervenu dans une altercation qui s'était produite entre divers députés socialistes et du centre au moment où les premiers manifestaient violemment contre le résultat du scrutin. A la suite des explications qu'il a données, ce fonctionnaire a été relâché.

Une alerte

Versailles, 27 juin. — La voiture du Président de la République venait de quitter la cour du Château suivie de plusieurs autres voitures, lorsque le bruit d'une explosion se fait entendre.

Au premier moment, l'émotion a été très vive, l'idée d'un attentat se présente à tous les esprits; mais, vérification faite, il s'agit d'un simple pétard provenant de la fête de Hoche de dimanche dernier, et qui a éclaté sous les roues d'une voiture sans causer de dégâts.

LES PRÉCÉDENTES ÉLECTIONS

PRÉSIDENTIELLES

Rappelons que depuis le vote de la Constitution, il y a eu lieu de nommer trois fois un président de la République : le 30 janvier 1879, à la suite de la démission du maréchal de Mac-Mahon; le 28 décembre 1885, avant l'expiration des pouvoirs de M. Grévy; le 3 décembre 1887, après la démission de M. Grévy.

Dans ces trois cas, le président du Sénat, appelé par la Constitution à présider l'Assemblée nationale, n'a liéssé aucun débat, et le Congrès s'est borné à procéder à l'élection du chef de l'Etat.

Voici les chiffres de ces diverses élections :

Election du 30 janvier 1879

(Remplacement du maréchal de Mac-Mahon)

	Votants	713
	Bulletins nuls	53
MM. Jules Grévy		563 ELU
Général Chanzy		99
Gambetta		5
Général de Ladmirault		1
Duc d'Aumale		1
Général de Galliffet		1

Election du 26 décembre 1885

(Renouvellement des pouvoirs de M. Grévy)

	Votants	589
	Bulletins nuls	61
MM. Grévy		457 ELU
Brisson		68
De Freycinet		14
Anatole de La Forge		10

Election du 3 décembre 1887

(Remplacement de M. Grévy, démissionnaire)

	Votants	827
	Bulletins nuls	15
	Premier tour	
MM. Sadi Carnot		303 voix
Jules Ferry		212
Général Saussier		148
De Freycinet		76
Général Appert		73
Brisson		26
Floquet		5
Anatole de La Forge		2
Félix Pyat		2
Pasteur		2
	Deuxième tour	
MM. Sadi Carnot		616 ÉLU
Général Saussier		188
Jules Ferry		11
De Freycinet		5
Général Appert		3
Félix Pyat		1

LE NOUVEAU PRÉSIDENT

ET LA PRESSE

Voici les appréciations des principaux journaux de Paris sur l'élection du nouveau Président de la République :

De M. Arthur Meyer, dans le *Gaulois* :

« Deux mesures préliminaires :

» L'amnistie politique;

» L'abrogation des lois d'exil.

» En arrivant au pouvoir, un chef d'Etat doit tenir à honneur de faire ce qu'on appelle un don de joyeux avènement.

» C'est à cette pierre de touche, pour laquelle nous ne lui refuserons pas le temps convenable, que nous jugerons le nouveau président et que nous tirerons l'horoscope de la nouvelle présidence.

De l'*Eclair* :

« M. Casimir-Périer est un véritable chef de gouvernement, il l'a incontestablement montré, surtout dans les premières semaines de son rapide passage à la présidence du conseil; mais il est exact aussi qu'il est tombé précisément pour avoir fait une application abusive des qualités d'énergie qu'on se plait à lui reconnaître; et il l'est également qu'il aura, s'il veut conquérir et garder l'affection populaire qui ne va pas encore à lui, beaucoup à se défendre contre les incitations d'un entourage souvent maladroit. Qu'il y réussisse, et nous serons les premiers à l'applaudir ».

De l'*Echo de Paris* :

« La France vis-à-vis de l'étranger, doit être représentée par un homme d'une situation personnelle et d'une autorité incontestables. A ce point de vue, le nom de M. Casimir-Périer semble aussi bien que le nom de Carnot. A l'intérieur, la majorité croit indispensable d'affirmer l'autorité républicaine contre les tentatives de misérables qui ont ensanglanté Lyon après avoir essayé de terroriser Paris. »

De M. H. de Kerohant, dans le *Soleil* :

« Etant admis que le Congrès ne pouvait élire qu'un républicain, c'est-à-dire un de nos adversaires politiques, nous préférons M. Casimir-Périer à tout autre ; et si nous ne l'avons pas dit avant le scrutin, c'était uniquement pour ne pas compromettre M. Casimir-Périer aux yeux de certains personnages à l'esprit sectaire et étroit, pour lesquels un homme politique devient un suspect par le seul fait qu'un journal monarchiste fait son éloge. »

De l'*Estafette* :

« L'élection de M. Casimir-Périer est une véritable victoire pour les républicains de gouvernement. Elle renoue la tradition qui avait été rompue par l'échec de M. Jules Ferry. Elle est, on peut le dire hautement, la consolidation des institutions républicaines, parce qu'elle est une garantie donnée à l'esprit d'ordre. »

De la *Libre Parole* :

« Casimir-Périer, domptant ces foules menaçantes et sombres comme l'océan un jour de tempête, faisant reculer ces masses irritées dont on entend le formidable et confus murmure, ce fils de bourgeois ayant raison de la révolution prolétarienne que la Bourgeoisie révolutionnaire a préparée — je ne vois pas cela très bien. Eh vous ? »

De M. Edmond Magnier dans l'*Evènement* ;

« L'élévation de M. Casimir-Périer à la présidence de la République n'est pas seulement un suprême honneur pour celui qui en est l'objet, mais elle est plus encore une impugnale et caractéristique affirmation de la politique de défense sociale que réclame la France tout entière. »

De la *Petite République* :

« Pour M. Casimir-Parier, la présidence est une arme et non une fonction. Il n'est à l'Elysée que le représentant de l'aristocratie cléricale et de la ploutocratie financière. Il y entre pour servir toutes les rancunes étroites, toutes les basses passions, tous les intérêts sordides des mercenaires servilement attachés à sa fortune. »

Du *XIXe Siècle* :

« Ce qui est certain, c'est qu'on a dû illuminer hier dans tous les châteaux et tous les presbytères. M. Casimir-Périer pourra bien faire toutes les déclarations qu'il voudra. tout ce qu'il dira, même tout ce qu'il fera, n'empêchera pas qu'il n'ait été élu que grâce à l'appoint des voix de la droite. »

Du *Petit Journal* :

« Le pays, attristé par la mort terrible de M. Carnot, voulait être représenté par un homme dont l'énergie gouvernementale avait fait ses preuves : le Parlement a compris le vœu unanime de l'opinion et choisi le seul candidat qui fut nettement indiqué pour les épreuves de l'heure présente.

De M. Clémenceau dans la *Justice* :

« Je vois le nouveau président mettre la main sur son cœur et tirer de son ardent amour pour le peuple. Si je savais visité les mines d'Anzin, j'y serais pris peut-être, je sais hélas, par quels actes se traduisent ces beaux discours. »

Du *Voltaire* :

« On a reproché à M. Périer sa fortune et son nom comme si une fortune honorablement acquise par le travail et un nom devenu illustre par les services rendus à la patrie n'étaient pas le plus noble des patrimoines. »

Du *Journal des Débats* :

« La France applaudit à l'élection de M. Casimir-Périer parce qu'elle voit en lui ce dont elle a besoin par-dessus tout, un homme de gouvernement. Elle salue avec confiance le nouveau président de la République, et elle attend beaucoup de lui. »

De l'*Actualité* :

« L'élection de M. Casimir-Périer a une signification précise, un caractère de nettete que la plupart des manifestations politiques avaient perdu depuis quelque dix ans. Ce n'est pas à son moindre mérite. Nous regretons, pour notre part, que le Congrès n'ait pas compris le danger qu'il faisait courir à nos institutions en accordant la majorité au candidat officiel des cléricaux et des ralliés. »

De M. A. Vacquerie dans le *Rappel* -

« Nous n'avons pas besoin de dire que nous aurions préféré un républicain plus accentué. Mais, au lendemain d'un attentat, il était évident que la majorité irait plutôt à un président de résistance qu'à un républicain de progrès. Ce qui nous console, c'est que le président de la République n'a qu'une autorité relative. »

Du *Petit Parisien* :

« Maintenant que M. Casimir-Périer est la plus haute personnification du régime républicain, il doit à ceux qui l'ont élu de justifier leur confiance en faisant tomber les inévitables préventions nées de son origine, de son milieu, de la trace laissée dans l'histoire par son aïeul. »

De M. Yves Guyot dans le *Siècle* :

« Je suis convaincu que, comme président de la République, il sera à la hauteur de sa tâche difficile. J'espère qu'il prendra pour programme politique l'application rigoureuse du régime parlementaire avec toutes ses conséquences. »

De M. Henri Rochefort, dans l'*Intransigeant* :

« Ce n'était réellement pas la peine de tant nous décarcasser jadis à faire proclamer la République pour nous voir, vingt-trois ans plus tard, revenir aux plus mauvais jours de la monarchie de Juillet. »

De la *Lanterne* :

« La lutte recommencera, et le président Casimir-Périer apprendra, comme l'avait appris le président de Mac-Mahon, que le hasard des coalitions parlementaires ne saurait prévaloir contre la volonté populaire. »

De l'*Autorité*, sous la signature de M. Paul de Cassagnac :

« C'est le commencement de la fin. Et le poignard de l'assassin n'aura pas seulement tué un homme. Il aura tué un régime. »

M. Francis Magnard, dans le *Figaro* :

« Le Congrès a bien travaillé : à l'honnêteté homme qui a été lâchement assassiné, il a donné un honnête homme pour successeur. »

De M. S. Lacroix, dans le *Radical* :

« M. Casimir-Périer a l'esprit assez large pour comprendre les devoirs de sa nouvelle situation : nous souhaitons qu'il ait la volonté de les remplir. »

De la *Paix* :

« Le choix du Congrès est excellent et nous saluons en M. Casimir-Périer le citoyen courageux, le libéral, le patriote que la France désirait. »

Du *Journal* :

« C'est avec une réelle satisfaction que nous accueillons la nomination de M. Casimir-Périer. »

LA PRESSE ANGLAISE

Londres, 28 juin. — La presse anglaise tout entière manifeste ce matin la satisfaction que lui cause l'élection de M. Casimir-Périer à la présidence de la République.

Le *Standard* déclare que ce choix sera ratifié par l'opinion européenne et spécialement par l'opinion britannique.

Le *Daily Télégraph* dit que l'élection de M. Casimir-Perier par des Chambres dont la majorité est moins conservatrice que lui prouve la terreur qu'a inspirée l'anarchie.

Il jouit de la confiance de l'étranger.

Le *Morning Post* est heureux de constater l'ordre parfait qui a présidé à l'élection.

Le *Daily News* dit que les sympathies du monde accompagnent M. Casimir-Périer dans la carrière présidentielle.

Il y a lieu d'espérer que le président restera ce qu'il a toujours été : un ami de la paix.

Le *Times* loue le caractère élevé de M. Casimir-Périer et dit qu'il se dévouera entièrement aux intérêts de la nation.

LES OBSÈQUES

DE M. CARNOT

Paris, 27 juin. — La date de l'exposition publique du corps de M. Carnot est fixée à vendredi.

Les couronnes et les fleurs dont était orné le wagon qui a ramené le corps de Lyon sont fétries ; elles sont remplacées par des gerbes énormes de roses et d'admirables couronnes.

Autour du corps, veillent, se relevant tous les quarts d'heure, les officiers de l'Elysée et des députations de toutes les armes.

Aucun précédent n'existant pour rendre les honneurs à un président de la République mort dans l'exercice de ses fonctions, on a décidé que les honneurs rendus seraient ceux dus à un maréchal de France, en élevant d'un grade les soldats désignés pour la garde du corps.

On a dû, déjà, remplacer les registres destinés aux signatures; la foule se pressant pour signer est toujours aussi compacte et le flot se renouvelle sans cesse grossissant.

Le cortège se formera à l'Elysée dimanche à 7 heures du matin et se rendra à Notre-Dame où, après la cérémonie religieuse, il se dirigera sur le Panthéon, où aura lieu l'inhumation.

Une couronne sera déposée sur le cercueil au nom des préfets de France; un grand nombre d'entre eux ont déjà adressé leur adhésion à M. Poubelle.

La commission des funérailles

Paris, 27 juin. — La commission chargée de régler les funérailles de M. le président de la République a adopté, dans la séance de ce jour, les dispositions suivantes :

« Le cortège se formera à l'Elysée dimanche, à sept heures du matin; il se mettra en marche à dix heures, suivra l'avenue Marigny, les Champs-Elysées, la place de la Concorde, la rue de Rivoli, la place de l'Hôtel-de-Ville, le pont et la rue d'Arcole et arrivera à midi à Notre-Dame.

» Après la cérémonie religieuse, le cortège se dirigera vers le Panthéon par le quai du Marché-Neuf, le pont, la place et le boulevard Saint-Michel et la rue Soufflot.

» Quatre discours seulement seront prononcés : par le représentant du gouvernement, par le président du Sénat, le président de la Chambre des députés et par un représentant de l'Ecole polytechnique.

» Les députations et l'armée défileront ensuite devant le corps.

» La population est invitée à arborer, sur le parcours du cortège, des drapeaux, voiles de deuil.

» Les municipalités et sociétés qui se proposeraient d'envoyer des délégations sont priées de se grouper pour se réunir ensemble dans le cortège par ordre de département.

» La prochaine séance de la commission aura lieu après-demain vendredi, à dix heures. »

Il a été en outre décidé que chacun des membres de la commission élaborerait pour vendredi, et suivant ses aptitudes personnelles, un point spécial du programme des obsèques ; les projets seront ensuite soumis à la commission, qui les discutera.

Le public sera admis vendredi et samedi à défiler devant le corps de M. Carnot, dans les salons de l'Elysée.

L'ORAISON FUNÈBRE DE M. CARNOT

Nous lisons dans la *Patrie* : « A la suite d'une démarche faite par plusieurs membres du gouvernement, Mgr d'Hulst aurait accepté de prononcer dimanche, à Notre-Dame, l'oraison funèbre de M. Carnot. »

L'ÉPISCOPAT

Nous avons donné hier un extrait d'une lettre de l'archevêque de Lyon.

L'archevêque de Bordeaux, de son côté, adresse à ses diocésains, une lettre pastorale avec mandement prescrivant les prières publiques à l'occasion de l'attentat dont vient d'être victime le président de la République.

Le dispositif de cette lettre porte qu'un service solennel sera célébré à la Primatiale le mercredi 4 juillet, à neuf heures, pour le repos de l'âme du très honoré et regretté président Carnot.

Dans toutes les autres églises du diocèse, une messe de *Requiem* sera dite dimanche prochain.

Les autorités devront être invitées à ces diverses cérémonies. La lettre se termine ainsi :

« Après ce devoir sacré rempli à l'égard du président qui n'est plus, nous tournerons nos regards vers le gouvernement nouveau et toujours préoccupés comme nous devons l'être du bonheur et du salut de la France, nous prierons pour ceux qui auront désormais à porter les responsabilités des destinées du pays. »

L'évêque de Beauvais dit :

« N'oublions pas que, citoyens de la République, nous sommes tous atteints dans la première magistrature de notre Gouvernement. La crise redoutable que traverse le pays montrera que nos institutions sont à la hauteur de toutes les épreuves; que nos institutions politiques sont à la hauteur de nos institutions. Tandis que le Congrès remédiera au malheur présent avec promptitude et sagesse, nous saurons aider la transmission du pouvoir souverain par notre possession de nous-mêmes, par notre respect absolu de la loi et de l'autorité ».

Mgr Langénieux, archevêque de Reims :

« Monsieur le curé

» La douloureuse nouvelle de la mort de M. le président de la République, lâchement assassiné à Lyon, par un étranger, au milieu d'une fête qui réunissait tous les esprits dans une même pensée patriotique a profondément ému les cœurs français.

» Nous nous associons de toute notre âme au deuil national, et nous n'avons pas d'expression pour traduire l'horreur que nous inspire l'odieux attentat dont le chef de l'Etat a été la victime.

» Mais notre foi nous demande davantage. Devant cette mort si imprévue et si cruelle de celui qui a représenté la France, qui était chargé de si lourdes responsabilités et qui s'est trouvé, tout d'un coup, transporté au tribunal du Souverain Juge, notre devoir est de prier et d'implorer les divines miséricordes. »

Les télégrammes

Parmi les télégrammes adressés à Mme Carnot ou au gouvernement, citons les suivants :

« Rome, 25 juin 1894.

» *Son Excellence M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.*

» Le Saint-Père, profondément ému de l'attentat dont a été victime le Président de la République, exprime à la nation et au gouvernement français sa vive indignation.

» Cardinal Rampolla. »

« Monsieur le ministre,

» J'apprends, avec la plus vive émotion, la triste nouvelle que Votre Excellence me notifie, concernant l'abominable attentat dont l'illustre président de la République, M. Carnot, vient d'être si malheureusement victime à Lyon.

» J'ai hâte d'exprimer à Votre Excellence mes plus profondes et sympathiques condoléances, ainsi que les vœux très ardents que j'adresse à la divine Providence pour qu'elle daigne protéger la noble nation française dans une épreuve si douloureuse pour elle-même et si pénible pour tout le monde civilisé.

» Je prie Votre Excellence d'agréer les assurances respectueuses de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

» Monsieur le ministre, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

» Dominique, arc. de Thessalonique,
» Nonce apostolique.

» Paris, le 25 juin 1894. »

» Lisbonne, le 25 juin 1894.

» *Madame Carnot, Lyon — France.*

» Je vous prie, madame, d'accepter mes plus vives et sincères condoléances pour l'affreux malheur qui vient de vous frapper si cruellement.

» Roi de Portugal. »

« Lisbonne, 25 juin 1894.

» *Madame Carnot à Paris,*

» Vivement affligée de l'affreux malheur qui vient de vous frapper, je vous prie d'agréer mes condoléances et de croire à la grande part que je prends à votre douleur et à celle de vos enfants, d'autant plus qu'ayant connu M. Carnot personnellement je le regrette doublement ayant pu apprécier ses grandes qualités. Priant Dieu de vous soutenir dans cette cruelle épreuve, croyez à ma sincère sympathie.

» Maria Pia. »

Un télégramme de M. Crispi à Mme Carnot

Paris, 27 juin. — Mme Carnot a reçu la dépêche suivante :

« Rome, 25 juin.

» La nouvelle du méfait exécrable, qui a frappé d'un seul coup la France et votre cœur, m'a profondément ému.

» Tout le monde admirait les hautes vertus humaines et civiques du citoyen illustre qui vient de disparaître, victime du crime le plus horrible, et je pleure, en lui, un ami de la paix, et de l'Italie, un homme, dont j'avais eu le bonheur d'apprécier l'âme d'élite.

» Il n'existe point pour vous, madame, de consolation; toutefois sachez que le cœur de tous les Italiens est avec vous, dans ce moment terrible.

» Signé : Crispi. »

L'ASSASSIN DE M. CARNOT

Casério dans sa prison. — La préméditation. — L'anarchiste Laborie. — Un complot international.

Lyon, 27 juin. — L'assassin Casério occupe à la prison Saint-Paul la cellule 42, sise au rez-de-chaussée. L'ameublement se compose d'un lit de camp, d'une chaise, d'une table, d'un lavabo, d'un porte-manteau. Césario est gardé à vue par deux gardiens du service pénitentiaire. Son attitude est en quelque sorte inconsciente et il ne semble pas se rendre compte de l'énormité de son crime. Son intelligence paraît des plus bornées et son instruction est nulle. Son ignorance de la langue française n'est pas feinte, comme on le pensait tout d'abord; il la comprend cependant, à condition qu'on procède par phrases courtes. En somme, c'est le type du souteneur de profession.

Caserio dort tranquillement toute la nuit et une partie du jour. Il mange de grand appétit l'ordinaire de la maison. Il ne fume pas. Il n'a d'ailleurs pas un centime. Il n'y a pas eu d'autre interrogatoire, l'assassin ne se préoccupe nullement de la marche de son affaire.

Montpellier, 27 juin. — La préméditation du crime de Caserio semble bien établie par ce fait que samedi, dans la journée, il a demandé au patron du café du Gard combien le voyage coûtait d'Avignon à Lyon. Il est parti de Cette avec 20 francs, reliquat de la somme que lui devait son patron.

L'assassin menait une conduite exemplaire. Quand on l'interrogeait sur ses idées anarchistes, à propos des lettres qu'il faisait, il répondait :

— Oh ! ne m'en parlez pas, je ne m'occupe pas de politique.

Parfois il émettait l'opinion suivante :

— C'est bien dommage que j'aie été condamné en Italie. Si je ne craignais pas de subir ma peine dans les carrières de Sicile, il y a longtemps que le pape et le roi d'Italie auraient sauté ! Sale clergé ! sale roi !

Un jour que Caserio se trouvait à la buvette en face de la gare, où il allait quelquefois, il aurait répondu, dans un langage moitié français, moitié italien, à la patronne qui lui parlait des perquisitions faites chez lui :

— Soles français ! vous saurez tout, tout et bientôt.

— Je vous ai annoncé l'arrestation de Laborie hier matin. Conduit devant le juge d'instruction, Laborie a avoué que samedi, dans la soirée, il avait, en effet, reçu la visite d'un Italien qui était venu le trouver de la part de Charles Saurel, un de ses amis, mais qu'il ne lui avait même pas dit son nom et ne lui avait pas fait part de ses projets.

Comme le juge d'instruction lui faisait remarquer qu'il était bien invraisemblable que l'Italien qu'il avait reçu ne lui eût pas dit son nom, Laborie a persisté dans ses déclarations et n'a rien voulu ajouter.

Il reste à établir que l'individu qui est venu voir samedi Laborie est bien Caserio. L'enquête est menée activement. Parrodi et Laborie, soupçonnés de complicité dans l'assassinat de M. Carnot, sont en outre, retenus, sous l'inculpation d'affiliation à une société de malfaiteurs.

On dit qu'un second poignard a été trouvé en la possession de Caserio. On pense qu'il appartiendrait à Laborie.

Rome, 27 juin. — Le *Messagero* a reçu de Milan les nouvelles suivantes :

« La police a découvert que Caserio, lorsqu'il était à Milan, servait d'intermédiaire entre les anarchistes pour l'échange de la correspondance. Cette mission a duré de 1890 à 1892.

» Toutes les publications anarchistes et les correspondances saisies portaient l'adresse de Santo Caserio, poste restante, Milan.

» On est convaincu qu'il s'agit d'un complot international organisé contre les chefs d'Etat et quelques personnages politiques. »

Le *Calignani Messenger* tient de son correspondant de Londres que le meurtre de M. Carnot aurait été décidé en cette ville le 6 février dernier, date de l'exécution de Caserio. On pense qu'il aurait été prévu et préparé à Londres.

Le *Calignani Messenger* ajoute que le bruit de l'assassinat de M. Carnot aurait été connu à Londres et du salut de la France, nous prierons pour ceux qui auront désormais à porter les responsabilités des destinées du pays. »

L'évêque de Beauvais dit :

« N'oublions pas que, citoyens de la République, nous sommes tous atteints dans la première magistrature de notre Gouvernement. La crise redoutable que traverse le pays montrera que nos institutions sont à la hauteur de toutes les épreuves; que nos institutions politiques sont à la hauteur de nos institutions. Tandis que le Congrès remédiera au malheur présent avec promptitude et sagesse, nous saurons aider la transmission du pouvoir souverain par notre possession de nous-mêmes, par notre respect absolu de la loi et de l'autorité ».

Mgr Langénieux, archevêque de Reims :

« Monsieur le curé

» La douloureuse nouvelle de la mort de M. le président de la République, lâchement assassiné à Lyon, par un étranger, au milieu d'une fête qui réunissait tous les esprits dans une même pensée patriotique a profondément ému les cœurs français.

» Nous nous associons de toute notre âme au deuil national, et nous n'avons pas d'expression pour traduire l'horreur que nous inspire l'odieux attentat dont le chef de l'Etat a été la victime.

» Mais notre foi nous demande davantage. Devant cette mort si imprévue et si cruelle de celui qui a représenté la France, qui était chargé de si lourdes responsabilités et qui s'est trouvé, tout d'un coup, transporté au tribunal du Souverain Juge, notre devoir est de prier et d'implorer les divines miséricordes. »

Les télégrammes

Parmi les télégrammes adressés à Mme Carnot ou au gouvernement, citons les suivants :

« Rome, 25 juin 1894.

» *Son Excellence M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères.*

» Le Saint-Père, profondément ému de l'attentat dont a été victime le Président de la République, exprime à la nation et au gouvernement français sa vive indignation.

» Cardinal Rampolla. »

« Monsieur le ministre,

» J'apprends, avec la plus vive émotion, la triste nouvelle que Votre Excellence me notifie, concernant l'abominable attentat dont l'illustre président de la République, M. Carnot, vient d'être si malheureusement victime à Lyon.

» J'ai hâte d'exprimer à Votre Excellence mes plus profondes et sympathiques condoléances, ainsi que les vœux très ardents que j'adresse à la divine Providence pour qu'elle daigne protéger la noble nation française dans une épreuve si douloureuse pour elle-même et si pénible pour tout le monde civilisé.

» Je prie Votre Excellence d'agréer les assurances respectueuses de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

» Monsieur le ministre, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant ser